

« Pacte mondial pour le numérique » : les Nations Unies encouragent la censure, le crédit social et bien d'autres choses encore



Par **Kit Knightly**

À la fin du mois dernier, le bureau du secrétaire général des Nations unies a publié un document d'orientation sur les objectifs pour l'avenir de l'Internet.

Faisant suite au rapport de 2021 intitulé « Notre programme commun », le nouveau rapport s'intitule « Un pacte numérique mondial ». L'objectif est de mettre en place une législation internationale visant à contrôler et à imposer l'utilisation de la technologie numérique.

Les clauses proposées promeuvent tout ce que l'on peut attendre d'elles.

Des identités numériques liées à l'accès financier :

« Les identités numériques liées à des comptes bancaires ou à des comptes d'argent mobile peuvent améliorer la couverture de la protection sociale et permettre de mieux atteindre les bénéficiaires éligibles. Les technologies numériques peuvent contribuer à réduire les fuites, les erreurs et les coûts dans la conception des programmes de protection sociale. »

Systèmes de crédit social liés à l'environnement ou au changement climatique :

« Les capteurs et les moniteurs connectés à l'Internet des objets, les plateformes de données basées sur le cloud [nuage de données], les systèmes de suivi basés sur la blockchain et les passeports numériques des produits débloquent de nouvelles capacités pour la mesure et le suivi des impacts environnementaux et sociaux tout au long des chaînes de valeur. »

Partenariat public-privé :

« Les partenariats entre les États, le secteur privé et la société civile tirent parti de la capacité des outils numériques pour fournir des solutions de développement dans le cadre des Objectifs de développement durable. Parmi les exemples, on peut citer la Digital Public Infrastructure Alliance, la Coalition for Digital Environmental Sustainability et les partenariats public-privé pour les interventions en cas de catastrophe. »

Lutter contre les « préjudices » en ligne :

« La désinformation, les discours haineux et les activités malveillantes et criminelles dans le cyberspace augmentent les risques et les coûts pour tout le monde en ligne [...] nous devons renforcer la responsabilité pour les actes nuisibles et malveillants en ligne. »

Ce sont les plus évidents, mais il y a aussi un langage plus sournois et insidieux concernant « l'équité » et « l'accès ». Le rapport s'inquiète du fait que de nombreuses personnes dans le monde (principalement dans les pays en développement) n'ont pas d'accès régulier à l'Internet.

Cette préoccupation serait plus honnêtement exprimée dans le langage du contrôle – les personnes qui ne consomment pas de médias numériques ne peuvent pas être hypnotisées, les personnes qui ne communiquent pas en ligne ne peuvent pas être censurées, et les personnes qui ne dépendent pas des services bancaires numériques ne peuvent pas être contrôlées.

En résumé, le Pacte mondial numérique est un texte législatif mondialiste qui sert l'objectif final de la politique mondialiste : le contrôle de tous les aspects de la vie, obtenu en insérant un filtre numérique entre les gens et la réalité.

Banque, communication, consommation de médias, achats. Chaque interaction que vous aurez se fera à travers une membrane numérique qui pourra à la fois surveiller vos échanges avec le monde et – si cela s'avère nécessaire – vous refuser l'accès à ce monde.

Enfin, il est intéressant de noter que le rapport n'utilise pas les mots « mondialiste » et « globalisme ». Ceux-ci n'apparaissent pas une seule fois. Les mots « passeport vaccinal » ou « certificat vaccinal » ne sont pas non plus mentionnés. Les mots « crédit social » ou « monnaie numérique de banque centrale » ne sont pas non plus mentionnés. Ils sont abordés, mais ne sont pas mentionnés.

Ils semblent éviter les mots à la mode dont ils savent qu'ils susciteront des

résistances ou déclencheront des sonnettes d'alarme. Auraient-ils agi de la sorte avant que les sceptiques ne commencent à s'imposer dans la conversation sur la Covid ? Je ne le pense pas.

Vous n'êtes pas obligé de me croire sur parole, bien sûr, vous pouvez lire le rapport dans son intégralité.

Il n'y a rien de surprenant là-dedans, évidemment. Mais il s'agit sans aucun doute d'un « moment de silence » et d'un lien à envoyer aux personnes qui vous considèrent toujours comme un théoricien de la conspiration.

our-common-agenda-policy-brief-gobal-digi-compact-enTélécharger